



DECISION N° 2024-505

**Convention de Mise à Disposition - Ville de
Perpignan / Association Purple Campus Perpignan -
Stade Jean Laffon - Avenue Paul Déjean**

Direction Gestion Immobilière

Le Maire,

Vu l'article L. 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Maire par le Conseil Municipal,

Vu les articles L. 2122-23 et L. 2122-18 relatifs aux subdélégations susceptibles d'être consenties par le Maire aux adjoints et/ou conseillers municipaux,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoir au Maire, pour les matières énumérées à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du Maire en date du 9 juillet 2020 portant subdélégation de signature à Monsieur Charles PONS, Premier Adjoint au Maire,

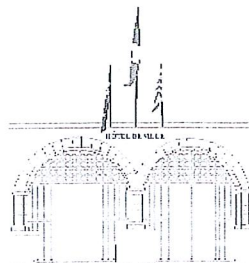
Considérant que l'association Purple Campus Perpignan a sollicité la mise à disposition du Stade Jean Laffon de Perpignan,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Perpignan met à disposition de l'association Purple Campus Perpignan, le Stade Jean Laffon, sis avenue Paul Déjean à Perpignan, pour des entraînements de course demi-fond.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie pour la journée, du 23/04/2024, de 13h30 à 16h30.

ARTICLE 3 : La mise à disposition de ces installations sportives, fait l'objet d'une facturation établie selon le tarif 2024, des services municipaux. La redevance est fixée à 35,70 € de l'heure.



ARTICLE 4 : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier sis, 6, rue Pitot à Montpellier (34000), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès des services de la commune de Perpignan, dans les mêmes délais. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Montpellier dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services sera chargé de l'exécution de la présente qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

Fait à Perpignan, le **07 MAI 2024**

ID Télétransmission : 066-216601369-20240507-190464-AV-1-1

Accusé reçu le : **07 MAI 2024**

Affiché le : **07 MAI 2024**

M. Charles PONS, Pour le Maire par subdélégation l'Adjoint

